

Biennial high-level panel discussion on the question of the death penalty

Theme: Human rights violations related to the use of
the death penalty, in particular with respect to whether
the use of the death penalty has a deterrent effect on
crime rate

Intervention by
Ignazio Cassis, Minister of Foreign Affairs
Head of the FDFA

46^e session du Conseil des droits de l'homme
Genève, le 23 février 2021



Excellences,

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de m'exprimer au nom des d'Etats porteur de la résolution qui a établi ce panel, à savoir la Belgique, le Bénin, le Costa Rica, la France, le Mexique, la République de Moldavie, la Mongolie, et mon pays, la Suisse.

Nos pays s'opposent fermement à la peine capitale partout et en toutes circonstances. Elle constitue une violation grave des droits de l'homme, en particulier du droit à la vie, et porte atteinte à la dignité humaine.

L'échange d'aujourd'hui confirme que la peine capitale n'a aucun effet dissuasif sur la commission ou non d'un acte criminel. La meilleure dissuasion reste la prévention et un système judiciaire indépendant. La peine de mort n'est donc pas un instrument efficace de lutte contre la criminalité, le terrorisme ou l'extrémisme violent.

Mesdames, Messieurs,

Le nombre de pays abolitionnistes ne cesse de croître. Ceci est réjouissant ! Cette tendance s'est également traduite par le soutien historique à la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies de décembre 2020 qui demande l'établissement d'un moratoire universel sur l'application de la peine de mort.

Dans cet esprit, le groupe d'états au nom duquel je m'exprime continuera à s'engager pour l'abolition universelle de la peine de mort et plus en général pour le respect des droits de l'homme. En septembre, nous présenterons une nouvelle résolution dans ce sens au Conseil.

Je vous en remercie.